Burundi : l'UE suspend son aide au gouvernement en raison des troubles

@rib News, 14/03/2016 â€“ Source AFP L'Union europÃ©enne a officiellement suspendu lundi son aide directe au rÃ©gime du prÃ©sident Pierre Nkurunziza en rÃ©ponse aux violences qui secouent le Burundi et pour pousser les autoritÃ©s au dialogue avec l'opposition. L'UE a "suspendu les appuis financiers directs fournis Ã l'administration burundaise, y compris les appuis budgÃ©taires, mais maintient intÃ©gralement son soutien financier Ã la population et son aide humanitaire", affirme un communiquÃ© de l'UE.

Avec une aide globale de quelque 430 millions d'euros pour la pÃ©riode 2015-2020, l'UE est le premier donateur du Burundi. La dÃ©cision, attendue aprÃ¨s l'Ã©chec en dÃ©cembre de pourparlers inter-burundais rÃ©clamÃ©s par l'UE Ã la su des violences qui secouent ce pays, a Ã©tÃ© prise par les 28 ministres des Affaires Ã©trangÃ¨res de l'UE lors de leur rÃ©unior mensuelle Ã Bruxelles. "La situation au Burundi reste trÃ¨s prÃ©occupante pour l'UE, bien que nous ayons rÃ©cemment entrevu quelques lueurs d'espoir. La dÃ©cision prise aujourd'hui indique clairement que, pour que nos relations reprennent totalement, nous attendons qu'un certain nombre de mesures concrÃ¨tes soient mises en oeuvre", a dÃ©clarÃ© la chef de la diplomatie europÃ©enne Federica Mogherini, citÃ©e dans le communiquÃ©. Elle appelle notamment Ã la reprise du "dialogue inter-burundais conduit sous la mÃ©diation de la CommunautÃ© est-africaine (EAC), qui joue un rÃ´le essentiel dans la recherche d'une solution politique durable Ã la crise". Le commissaire europÃ©en au DÃ©veloppement, Neven Mimica, a demandÃ© "instamment au gouvernement de faire preuve de la volontÃ© nÃ©cessaire pour que nos relations avec le Burundi se normalisent Ã nouveau". "Des projets financÃ©s par l'UE visant Ã assurer l'accÃ¨s de la population aux services de base, mais sans acheminer les ressources financiÃ¨res par des comptes dÃ©tenus par le gouvernement burundais, sont en cours d'Ã©laboration, et l'UE reste dÃ©terminÃ©e Ã fournir une aide d'urgence", a prÃ©cisÃ M. Mimica. Le Burundi a plongÃ© dans une grave crise, Ã©maillÃ©e de violences, lorsque le prÃ©sident Nkurunziza a annoncÃ© sa candidature en avril 2015 pour un troisiÃ¨me mandat qu'il a obtenu en juillet, en violation - selon l'opposition, la sociÃ©tÃ© civile et une partie de son propre camp - de la constitution et de l'accord d'Arusha qui a mis fin Ã la guerre civile de 1993-2006. Ces violences ont dÃ©jÃ fait plus de 400 morts et poussÃ© plus de 240.000 personnes Ã quitter le pays.